



## Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Animation du territoire - Parc multi-glisse Gérard Bruyère - Principe d'exploitation par délégation de service public - Lancement d'une procédure de délégation de service public - Approbation - Autorisation**

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Classée parmi les Métropoles les plus sportives de France, Montpellier Méditerranée Métropole soutient les clubs sportifs de haut niveau et veille à développer la pratique sportive à travers la réalisation d'un véritable réseau d'équipements sportifs structurants qui maille l'ensemble de son territoire.

Par ses délibérations en date du 30 septembre 2015 et du 24 février 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé à la majorité qualifiée des membres du Conseil, que le Parc multi-glisse Gérard Bruyère est d'intérêt métropolitain et qu'à ce titre, il intègre la liste des équipements d'intérêt métropolitain transférés à Montpellier Méditerranée Métropole au titre des compétences entrant dans le domaine des équipements sportifs tel que défini par les délibérations n°4846 du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002 modifiée.

Lors de la séance du 20 décembre 2019, le Conseil de Métropole a acté l'effectivité du transfert en pleine propriété du Parc Gérard Bruyère au sein des équipements de la Métropole, conformément aux articles L 1321-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le Parc multi-glisse Gérard Bruyère situé à l'entrée de la commune de Baillargues entre la RN 113 et la RD 26 E est un équipement hybride qui a deux fonctions. Il s'agit d'un ouvrage hydraulique pour gérer les crues (entonnement amont des crues du ruisseau Las Fonds, restitution des débits écrêtés par les bassins à l'aval du projet) et d'un parc naturel urbain essentiellement constitué d'un plan d'eau permettant la pratique du téléski nautique et du wakeboard.

Le projet de Parc multi-glisse Gérard Bruyère s'étendra sur une superficie de 12 ha à l'Ouest de la Ville de Baillargues et permettra de lier les activités de détente et de promenade propres à un parc naturel classique aux activités de sports de glisse comme le roller et le wakeboard, activité sportive très prisée et en fort développement en France et en Europe.

Le rapport annexé à la présente délibération présente le projet et les objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que les différents modes de gestion et principales caractéristiques du futur contrat.

Le Comité Technique qui s'est réuni en séance le 18 mars 2021 et la Commission Consultative des Services Publics Locaux lors de sa séance du 19 mars 2021, ont rendu un avis favorable sur le recours à une délégation de service public pour gérer le Parc multi-glisse Gérard Bruyère.

Conformément à l'article L. 1411-4 du CGCT, il est proposé au Conseil de Métropole de se prononcer sur le principe du recours à une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Parc multi-glisse Gérard Bruyère.

Les principaux éléments de ce rapport sont rappelés ci-après.

### **I / Présentation du projet de Parc multi-glisse**

Le projet consiste en l'aménagement d'un plan d'eau artificiel et permanent autour duquel s'organiseront des espaces de loisirs, l'ensemble constituant le « Parc multi-glisse Gérard Bruyère » permettant ainsi de lier les activités de détente et de promenade propres à un parc naturel classique à des activités liées à la pratique sportive (wakeboard, ski nautique, vélo, course à pied...).

Ce projet est centré autour d'un plan d'eau permanent d'environ 6,5 hectares, approvisionné en eau brute comportant un bassin principal étanché et aménagé pour la pratique du téléski nautique et un bassin secondaire aménagé pour la pratique d'activités sportives accessoires compatibles et non polluantes.

Son attractivité, en direction à la fois des sportifs de haut niveau, des clubs et associations, des scolaires et du grand public devrait permettre d'améliorer le rayonnement économique et touristique de la Métropole, au niveau régional et national, et participer à la diversité et au maillage des équipements sportifs du territoire.

## **II. Présentation des objectifs de la Métropole**

- créer un espace naturel public de détente et de loisirs ;
- contribuer au développement de la pratique d'un sport de glisse en plein essor, le wakeboard ;
- développer les synergies et les dynamiques avec les autres sports de glisse pratiqués sur notre territoire, comme le kitesurf, le skateboard ou encore la trottinette ;
- favoriser et développer la pratique des sports de glisse émergents auprès des publics scolaires et des associations sportives du territoire ;
- développer l'attractivité touristique de la Métropole ;
- contribuer au développement territorial local à l'échelle métropolitaine, régionale et nationale.

## **III. Présentation des différents modes de gestion**

Deux modes d'organisation s'offrent à la Métropole pour l'exploitation du Parc :

- La "gestion publique", c'est-à-dire par la collectivité directement (régie dotée de la seule autonomie financière) ou encore au travers d'un établissement public (régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière – établissement public). On peut rattacher à cette gestion publique, un (ou plusieurs) marché public pour réaliser tout ou partie des missions (surveillance, entretien, travaux...). Dans ce cadre les investissements sont portés et réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole.

ou

- La "gestion déléguée", où l'exploitation du service est confiée à un tiers : cette gestion prend principalement la forme d'une concession de service public ou délégation de service public pour les collectivités territoriales (L. 1411-1 du CGCT et L. 1121-3 du Code de la commande publique - CCP). Dans ce cadre une partie des investissements est portée et réalisée par le délégataire.

Chacun des deux scénarios a fait l'objet d'une analyse basée sur les 5 critères, le contrôle du service, la qualité du service, la gestion du personnel, les risques et le portage financier des investissements.

L'analyse comparative des deux scénarios, développée dans le rapport annexé à la présente délibération, permet de conclure que le scénario 2, gestion déléguée, est plus adapté aux objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce projet d'exploitation en particulier.

Le recours à la gestion déléguée présente les avantages suivants :

- transfert des coûts d'investissements des infrastructures sportives de télési nautique et du bâtiment d'accueil et d'exploitation ;
- transfert du risque d'exploitation sur le futur titulaire :
  - o une activité nouvelle dont la rentabilité est variable ;
  - o le risque lié au maintien de la qualité de l'eau ;
  - o Le risque lié à la gestion de personnel ayant des contrats courts du fait de l'activité saisonnière ;
  - o Le risque lié à des activités accessoires non maîtrisées habituellement par le service public (restauration, boutique...) ;
  - o Maîtrise du coût d'exploitation.

En conclusion, il est proposé de recourir à une délégation de service public pour l'exploitation du Parc multi-glisse Gérard Bruyère.

## **V. Caractéristiques du futur contrat**

### **1/ Objet du contrat**

Le délégataire de service public devra assurer en tout temps l'exploitation et la gestion du Parc multi glisse Gérard Bruyère et l'ensemble des activités qui s'y dérouleront.

Outre les investissements sur les téléskis nautiques et le bâtiment d'exploitation, la Métropole souhaite confier au délégataire la gestion et l'exploitation de l'ensemble du périmètre du parc en ce compris l'entretien du parc naturel et des installations techniques liées au bon fonctionnement des bassins et des activités.

## 2/ Durée du contrat

La durée du contrat sera de 20 ou 25 ans en fonction des investissements demandés au délégataire qui sont à amortir, conformément à l'article L. 3114-7 du CCP.

Le contrat prendra effet à compter de la notification du contrat de délégation.

## 3/ Nature des principales missions confiées au délégataire et obligations de service public

### Principales missions :

Le délégataire assurera la gestion du service public au travers, notamment, des missions suivantes :

- l'exploitation des téléskis nautiques ;
- l'accueil du public et l'organisation des activités sportives et ludiques ;
- l'exploitation des activités accessoires (restauration, boutiques, autres activités de loisirs nautiques...) ;
- le financement et la réalisation des investissements qui lui sont confiés ;
- les travaux d'entretien et de réparation des équipements mis à sa disposition ;
- assurer l'entretien du bassin, le maintien de la qualité d'eau de baignade et la gestion de l'ensemble du traitement de l'eau (stations de pompages et bassins de traitement) ainsi que le réapprovisionnement en eau des bassins ;
- assurer l'entretien du parc et des équipements à destination du public (jeux d'enfants...) ;
- les travaux de renouvellement ;
- l'accueil et l'organisation des compétitions et des événements sportifs ;
- le recrutement, la formation et l'encadrement de son personnel ;
- l'organisation de la sécurité des personnes en réalisant tous les contrôles prévus par la réglementation ;
- le développement commercial et la visibilité de l'équipement.

### Obligations de service public :

Le délégataire devra notamment :

- assurer l'ouverture et la fermeture du parc au public 365 jours par an (le public pourra entrer librement dans le parc pendant les heures d'ouverture) ;
- assurer le fonctionnement des téléskis nautiques sur une grande période de l'année (maximum 3 mois de fermeture annuelle de l'activité) ;
- réserver deux jours d'utilisation totale de l'équipement à destination de la Métropole de Montpellier (sans mise à disposition des téléski nautiques) ;
- assurer une tarification spécifique pour l'accueil de manifestations fédérales et les compétitions nationales ainsi que pour l'accueil d'associations, de centres de loisirs et des scolaires ;
- proposer des activités non polluantes sur le site.

### Investissements :

La délégation permet de demander la réalisation de certains investissements par le délégataire, si ces derniers sont étroitement liés au projet d'exploitation.

Ces investissements, biens de retour, intégralement amortis seront remis gratuitement à la Métropole de Montpellier à la fin normale du contrat.

Les investissements attendus sont à minima les suivants :

- un téléski nautique « full size » de 6 accrocheurs minimum ;
- un téléski bi-poules ;
- un bâtiment d'accueil et d'exploitation de 200 m<sup>2</sup> minimum.

Les candidats pourront librement proposer des investissements complémentaires qui permettraient d'améliorer la rentabilité de l'exploitation.

Entretien, renouvellement et GER (Gros Entretien et de Renouvellement) :

La Métropole mettra à la disposition du délégataire l'ensemble des biens, ouvrages et équipements affectés au service qui lui feront retour, gratuitement et en bon état d'entretien et de fonctionnement, au terme du contrat.

Le délégataire procèdera au renouvellement des biens et équipements et sera responsable du nettoyage, de l'entretien courant et de la maintenance courante des biens et installations dont il a la charge.

L'entretien lié à la fonction hydraulique de l'équipement restera à la charge de la Métropole de Montpellier.

**4/ Conditions financières**

Le délégataire sera rémunéré par les usagers du service.

La grille tarifaire s'accordera avec la politique sportive de la Métropole de Montpellier. Cette grille sera votée par l'assemblée délibérante lors du choix du délégataire.

La convention prévoira les modalités d'un intéressement de la Métropole aux résultats de l'exploitation du service délégué.

La Métropole de Montpellier pourra également verser une participation forfaitaire liée aux investissements réalisés par le délégataire.

Cette subvention sera forfaitaire, versée à la réception des investissements à réaliser par le délégataire, et ne pourra pas représenter plus de 30 % du montant des investissements de premier établissement réalisés par le délégataire avec un plafond fixé à 400 000 € net de toutes taxes.

**5/ Rôle de la Métropole en tant qu'autorité organisatrice**

Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué.

Le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation et une analyse de la qualité du service.

Des rapports trimestriels et annuels seront également demandés et présentés par le délégataire aux représentants de la Métropole.

**6/ Conditions principales d'exécution du service et fin du contrat**

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls.

En fin de convention les biens de retour seront remis au délégant en parfait état de fonctionnement.

Les cas de fin de contrat sont prévus au programme de la consultation, dont la résiliation pour motif d'intérêt général, à l'initiative de la Métropole de Montpellier. Des clauses sur les effets de l'expiration du contrat et la continuité du service public seront également prévues.

**7/ Principales modalités de consultation**

La procédure de publicité et de mise en concurrence sera organisée dans le cadre des dispositions du CGCT et notamment de ses articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants ainsi que des dispositions du CCP.

Il est proposé de recourir à une procédure ouverte dans laquelle les candidats seront invités à remettre simultanément leur dossier de candidature et d'offre. Les candidatures et les offres seront appréciées selon les critères définis au dossier de consultation des entreprises.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Parc multi-glisse Gérard Bruyère ;
- d'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation annexé, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
- d'approuver le lancement de la procédure de mise en concurrence, telle que définie aux articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, qui conduira à la désignation de l'exploitant du Parc multi-glisse Gérard Bruyère ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de publicité requise et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 10 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155400-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Rapport choix du mode de gestion V4.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.